

ANNEXE 1

ETAT DE REALISATION DU
CADRE DE RESULTATS STRATEGIQUES
pour l'année 1999
PNUD/SENEGAL

ETAT DE REALISATION DU CRS POUR L'ANNEE 1999

OBJECTIF N°1 : Créer un environnement porteur pour le développement humain durable						
Sous-objectif 1 : Promouvoir un dialogue national, régional et une coopération permettant d'élargir les choix de développement pour une croissance durable et équitable						
Domaines stratégiques d'intervention	Effets recherchés		Produits recherchés		Partenariat	
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	Prévu	Actualisé
Promouvoir la sensibilisation du public et le dialogue de politique sur le développement humain durable - DHD - (par exemple à travers le Rapport sur le DHD, les études de perspectives nationales à long terme...)	Définition, adoption et mise en œuvre de perspectives de développement à long terme	Etudes thématiques en cours	Etude prospective Sénégal 2025	04 Etudes en cours	PNUD à travers le Projet Futurs Africains fournit les éléments de réflexion et d'animation pour la concertation entre Gouvernement. Système des Nations Unies/ Bailleurs de Fonds/ OSC	Idem
	Consensus sur le diagnostic, les orientations et la démarche pour un développement à long terme	Le processus déjà lancé pour la préparation du 2 ^{ème} rapport national est indicateur de l'intérêt et de l'appropriation du diagnostic et des orientations sur le DHD	Rapport National sur le Développement Humain	Premier rapport national publié et séminaire organisé en Juin 99.		
Promouvoir le développement du Secteur privé	Améliorer l'information disponible sur l'industrie sénégalaise et sur les potentialités de développement des différentes régions du pays	Effet à peine amorcé	Diagnostic réalisé sur l'industrie sénégalaise Observatoire actualisé de l'industrie sénégalaise Potentialités de développement des zones de concentration de l'assistance du PNUD identifiées	Etude reportée en 2000 Activités prévues en 2000 Etudes réalisées dans les régions de Tambacounda et Saint-Louis	Groupe de bailleurs de fonds sur le secteur privé piloté par Ambassadeur USA. Le Comité de concertation comprend le Patronat, les Opérateurs économiques, les Ministères techniques (Industrie, Commerce) et les associations professionnelles	Idem

OBJECTIF 1 (suite)						
Sous-objectif 2 : Renforcer les capacités des institutions clés pour une gouvernance en matière de développement axé sur les gens						
Domaines stratégiques d'intervention	Effets recherchés		Produits recherchés		Partenariat	
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	Prévu	Actualisé
Développer les capacités institutionnelles des organes, systèmes et procédures parlementaires et dispenser une formation aux parlementaires	Renforcer le Parlement dans son rôle de législateur et de contrôle de l'Exécutif	Pas de progrès ; l'essentiel des actions contribuant aux effets sont prévues dans le DAP/Bonne Gouvernance en cours de formulation	Mise en place d'un système d'information et de formation facilitant la mission du parlementaire	Etude diagnostique sur le Parlement réalisée	Le PNUD, l'Union Inter-parlementaire et l'IAD appuient la concertation entre Parlementaires, Primature, départements ministériels, Bailleurs de fonds, Partis politiques, Société Civile	Idem
	Justice plus efficace et accessible	idem	Renforcement des capacités du système judiciaire	Les activités liées à ce produit sont prévues dans le DAP/Bonne Gouvernance en cours de formulation.	La Mission Française de Coopération et le PNUD appuient la réforme du système judiciaire	Idem
Réformer les organisations judiciaires et légales, l'appareil judiciaire, l'administration des tribunaux et les procédures, et former les magistrats et les avocats,					La Mission Française de Coopération et le PNUCID appuient la formation des magistrats dans le cadre de la lutte contre la drogue	Idem
Promouvoir la participation (y inclus celle des femmes, des groupes vulnérables), des populations marginalisées à la planification du développement et autres processus décisionnels;	Capacité des autorités locales et organisations de base renforcée	Avec le concours des autres partenaires du groupe thématique sur la décentralisation, quelques progrès ont été réalisés. Les besoins d'assistance restent toutefois importants	Comités de concertation et d'appui au développement local (CCADL) mis en place Un système d'information socio-économique disponible au niveau local	Module de formation exécuté en faveur de 105 membres d'OCB de Guinaw Rails, Diourbel et Tambacounda (35 par localité) Enquêtes sur les OCB de Saint-Louis, Diourbel, Tambacounda et Guinaw Rails réalisée. Typologie en cours de détermination Monographies et documents diagnostic du développement disponibles pour les Arrondissements de Tamba, la Commune de Guinaw rails et les 3 départements de la Région de Saint-Louis.	L'appui à la décentralisation est organisé à travers le groupe thématique des bailleurs de fonds présidé par le Canada.	

OBJECTIF 1 (suite)						
Sous-objectif 3 : Promouvoir un secteur public efficace et responsable au service de tous les citoyens						
Domaines stratégiques d'intervention	Effets recherchés		Produits recherchés		Partenariat	
	Effets recherchés	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	Prévu	Actualisé
Promouvoir une fonction publique efficace caractérisée par une amélioration de la gestion économique et assurant un accès ouvert aux services	Population satisfaite des services administratifs Administration de Développement promue	Progrès non encore mesurables Idem	Etudes en vue de la concertation nationale sur le service public réalisée Rapports de la concertation nationale sur le service public Etude sur l'identification d'indicateurs d'un service public performant Audits organisationnels réalisés Etudes sur les potentialités des Centres d'Expansion Rurale Polyvalents pour appuyer la gouvernance locale dans l'élaboration des documents de planification et la mise en œuvre des actions de développement à la base	Rapport disponible et validé. Constitution de 6 commissions pour l'étude des rapports Administration/usagers Activités prévues en 2000. Idem idem	Le PNUD à travers le Trust Fund Norvégien et la Banque Mondiale financent les études de base et les enquêtes en vue de la concertation nationale pilotée par le Ministère de la Modernisation de l'Etat	Idem
Appuyer l'amélioration de la coordination et de la gestion de l'aide	Stratégie nationale de coordination de l'aide disponible et mise en oeuvre	Le pilotage effectif de la coordination et de la gestion de l'aide a connu un certain progrès en ce qui concerne la coopération technique. Pour la coopération financière, les actions seront soutenues à travers le DAP/Gouvernance	Etudes sur la rationalisation de la gestion de l'aide Appui à l'élaboration du CDF et prise en compte des autres instruments de coordination et de programmation conjoints du système des Nations Unies (UNDAF et CCA)	-Séminaire atelier de validation des orientations stratégiques organisé pour partager avec les partenaires au développement et les ministères techniques gros utilisateurs d'assistants techniques le nouveau cadre de coordination avec les instruments conçus à cet effet (manuel de procédures de recrutement des assistants ; modèle de lettre de mission ; grille d'évaluation). -Activités sur la coordination de l'aide financière prévue dans le DAP/Gouvernance	Le PNUD finance le projet de Coordination de l'aide avec la France et le Japon	Idem

OBJECTIF N°2 Eradiquer l'extrême pauvreté et réduire substantiellement la pauvreté générale						
Sous-objectif 1 : Promouvoir un développement axé sur la lutte contre la pauvreté et la réduction de la vulnérabilité						
Domaines stratégiques d'intervention	Effets recherchés		Produits recherchés		Partenariat	
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	Prévu	Actualisé
Promotion de plans et de politiques de lutte contre la pauvreté dotés de ressources financières adéquates	Cohérence et efficacité des politiques et interventions pour une meilleure coordination et mobilisation des ressources pour la lutte contre la pauvreté	Le Programme National de lutte contre la pauvreté (PLP) sert de référence et le Mécanisme de coordination mis en place devient de plus en plus fonctionnel.	<p>Mécanisme national de pilotage du PLP opérationnel</p> <p>Une stratégie de communication définie et mise en œuvre</p> <p>Une table ronde des bailleurs de fonds sur la pauvreté organisée</p> <p>Un portefeuille d'études stratégiques dont une étude sur le niveau d'allocation du budget et de l'APD aux services sociaux de base et sur la structure des dépenses au niveau de ces secteurs visés</p> <p>Accès du Sénégal à l'éligibilité des pays pauvres très endettés</p>	<p>Etude sur le pilotage disponible et restitution dans 6 régions du Sénégal (Centre et Nord).</p> <p>Secrétariat Technique opérationnel</p> <p>Arrêté ministériel sur les CRCAT élaboré et en cours de signature</p> <p>Comités régionaux de 7 régions mis en place</p> <p>Film sur la pauvreté lancé. Contrat signé et démarrage tournage.</p> <p>Documents à présenter à la table ronde en cours d'élaboration (PIP sur 45 collectivités disponibles)</p> <p>Appel d'offre sur Initiative 20/20 lancé. ;</p> <p>Démarrage des études en 2000</p> <p>Actions en 2000.</p>	<p>Le Comité d'Orientation et de Coordination (COC) mis en place en Déc.98 grâce à l'appui du PNUD regroupe tous les partenaires nationaux (Gouvernement, Collectivités Locales, Sociétés Civiles, Secteur Privé) et les partenaires multilatéraux et bilatéraux et Système Nations Unies).</p> <p>Le PNUD appuie l'organisation des tables rondes et des consultations sur le financement du Programme National de Lutte contre la Pauvreté, la mobilisation des ressources et appuie le Gouvernement dans la coordination du suivi de la lutte contre la pauvreté</p>	<p>Idem</p> <p>Idem</p> <p>Le PNUD et l'UNICEF appuient la réalisation de l'étude 20/20</p>

<p>Appui au suivi de la pauvreté incluant la collecte de données désagrégées et incorporant l'évaluation participative</p>	<p>Connaissance améliorée et appropriation des données sur la pauvreté par les acteurs de développement</p>	<p>Les enquêtes en cours permettront de mieux améliorer la connaissance sur la pauvreté</p>	<p>Observatoire des conditions de vie des ménages créé et fonctionnel Profil de pauvreté mis à jour</p>	<p>Etude financé par le Gouvernement disponible. TDR pour consultant international élaboré Rapport disponible mais non encore diffusé</p>	<p>Idem</p>	<p>Idem</p>
<p>Renforcement des capacités des gouvernements et des groupes vulnérables à prendre des mesures préventives et réduire l'impact d'épidémies telles que le VIH-SIDA.</p>	<p>Contenir la progression de la pandémie du VIH-SIDA</p>	<p>Sensibilisation accrue des populations</p>	<p>Programmes IEC exécutés Prise en charge des personnes atteintes améliorée Budget PNLS exécuté</p>	<p>Programme spécifique de sensibilisation dans les régions de Mbour, Kédougou et Bakel où les taux observés dépassent la moyenne nationale. Plans régionaux en cours d'élaboration. Organisation de séminaires de mobilisation, de sensibilisation et d'information.</p>	<p>Pour faciliter la coordination des différentes actions menées avec l'appui des partenaires au développement, le gouvernement a mis en place un mécanisme de coordination « Commission Mixte de Suivi et de Coordination du Programme Sida ».</p> <p>Cette commission est co-présidée par les Ministères de l'Economie, des Finances et du Plan et de la Santé. Le PNUD assure le Secrétariat avec l'Unité de Coordination du programme Sida.</p> <p>En plus de ce mécanisme, il y a le groupe thématique ONUSIDA qui regroupe les six agences du système des Nations Unies (PNUD, FNUAP, Banque Mondiale, UNESCO, OMS, UNICEF). Le PNUCID vient d'être admis comme septième membre.</p> <p>Le Groupe élargi au BIT, UNIFEM et à la FAO est présidé par l'OMS.</p>	<p>Idem</p>

Sous-objectif 2 : Promouvoir les moyens d'existence des pauvres à travers le renforcement de leur auto-organisation et l'accès aux biens et aux ressources						
Domaines d'intervention stratégiques	Effets recherchés		Produits recherchés		Partenariat	
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	Prévus	Actualisé
Accès des pauvres aux services de base	Amélioration des conditions de vie et gestion participative par les populations des infrastructures de base	L'amélioration des conditions de vie pourra être appréciée avec l'achèvement des ouvrages	Infrastructures de base réalisées dans les sites d'intervention du programme PNUD/FENU. Programme de formation élaboré et mis en œuvre	<p>*Sous contrat de micro-réalisation à Guinaw Rails négocié, signé et en cours d'exécution (Ecole et Assainissement)</p> <p>*Partenariat établi avec OMS pour réhabilitation infrastructures sanitaires Guinaw Rails et Kéniaba</p> <p>*Infrastructures réalisées à Kédougou: - 13 maisons communautaires - 1 éclairage public</p> <p>*Travaux en cours à Kédougou : 16 puits neufs ; 12 réfection de puits 2350 m d'adduction ; -8 bornes fontaines ; 3 maternités rurales ; 8 case de santé ; 2 nouvelles classes ; 2 réhabilitations de classes , 1 foyer de femmes</p>	Banque Mondiale met en œuvre le PNIR et le FIS en zone rurale. PNUD intervient dans le renforcement des capacités des collectivités locales et des OCB. FENU finance les infrastructures de base U.E. met à disposition un fonds pour le financement des micro réalisations	Idem
Promotion de l'entrepreneuriat et de l'accès des pauvres aux services de micro-finance.	Esprit d'entrepreneuriat développé chez les femmes et les jeunes	Progrès à évaluer en 2000 avec les premiers des initiatives soutenues	<p>Une stratégie de promotion de MPE approuvée et lancée.</p> <p>Ligne de crédit opérationnel</p> <p>MPE créés et développés</p> <p>Banque de données par filière disponible et accessible aux populations</p>	<p>Mission de consultation en cours. Activités prises en charge par ONUDI</p> <p>Mutuelle de crédit des artisans de Diourbel opérationnel – protocole en négociation pour mise à disposition ligne de crédit.</p> <p>*GIE de tanneuses Diourbel et Ndiindy *6 GIE de textile à Touba *2 GIE agro-alimentaire à Diourbel</p> <p>-Filières porteuses identifiées pour zones de concentration -Information déjà disponibles sur filière fruit et légumes et céréales</p>	<p>Banque Mondiale assure le pilotage du Programme de soutien et d'Appui aux Organisations Paysannes (PSAOP) et le PMIA ACDI assure le pilotage du programme relatif à ECOPOP.</p> <p>ONUDI, BIT, Agences coopérantes du programme Gouvernement : Ministères de l'Artisanat, de l'Emploi, de l'Industrie et Agriculture.</p>	
Appui d'une auto-organisation des pauvres dans divers contextes urbains et ruraux, tels que dans le cadre d'organisation communautaires, de syndicats ouvriers, d'associations d'agriculteurs, de partis politiques	Développement des capacités d'auto-organisation et de gestion des catégories défavorisées	Progrès visibles avec l'apparition de nouvelles structures associatives.	<p>Services d'appui pour le développement de l'emploi et d'activités génératrices de revenus</p> <p>Associations et groupements socio-professionnels formés, organisés et mieux gérés</p>	<p>*39 projets de femmes restauratrices en cours de montage</p> <p>*Mise en place d'un Fonds d'Appui aux initiatives locales à Bambe</p> <p>*Protocole avec Réseau Afrique 2000 pour promouvoir des activités durables génératrices de revenus</p> <p>Diourbel : GIE de tanneuses à Ndiindy créé, 6 GIE textile à Touba, 2 GIE agro-alimentaires à Diourbel, 39 unités de restauration à Pikine Guinaw Rail organisées</p> <p>*Mise en place de CVD et des CIVD en cours à Bambe.</p>	<p>Gouvernement/Ministères de la Famille assure la tutelle de la coordination avec les ONGs : CONGAD, FONF)</p> <p>USAID appuie le renforcement des capacités des ONGs en même temps que BM, Pays-Bas, Mission française de Coopération et PNUD.</p>	

OBJECTIF N° 3 : Protéger et régénérer l'environnement mondial et le patrimoine de ressources naturelles de notre planète pour le développement humain durable.						
Sous-objectif 1 : Promouvoir l'intégration de la gestion rationnelle de l'environnement dans les politiques et programmes nationaux de développement						
Domaines d'intervention stratégiques	Effets recherchés		Produits		Partenariat	
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	Prévu	Actualisé
Développement de mécanismes de mobilisation efficace des ressources financières pour les actions nationales de gestion et de l'environnement et des ressources naturelles.	Protection de l'environnement et prise en compte dans toutes les actions de développement.	Les cadres de référence sont disponibles et des progrès sont notés dans leur prise en compte dans les nouvelles actions de développement.	Fondation Nationale pour l'Environnement (FNE)	Documents statutaires élaborés. FNE non encore mise en place par le Gouvernement	<p>Un Conseil supérieur de ressources naturelles mis en place par le gouvernement constitue l'organe suprême d'orientation et de coordination des actions de préservations de l'environnement. Il regroupe tous les partenaires</p> <p>le Conseil est doté d'un secrétariat permanent appuyé par le PNUD, l'USAID, le Canada et la GTZ. Le PNUD, en sa qualité d'agence d'exécution du FEM joue un rôle de leader dans l'élaboration de certains outils (stratégie de conservation biodiversité, plan d'action changement climatique).</p> <p>Un groupe informel des bailleurs de fonds a été mis en place sous la coordination des Pays-Bas.</p>	Idem

OBJECTIF N° 3 : Protéger et régénérer l'environnement mondial et le patrimoine de ressources naturelles de notre planète pour le développement humain durable.						
Sous-Objectif 2 : Protéger et régénérer l'environnement et promouvoir l'accès aux ressources naturelles dont les populations pauvres dépendent						
Domaines stratégiques d'intervention	Effets recherchés		Produits recherchés		Partenariat	
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	Prévu	Actualisé
<p>Mise en œuvre de programmes nationaux et locaux promouvant la gestion durable de l'énergie, des sols, de l'eau, des forêts et autres ressources biologiques;</p> <p>Renforcement des capacités en vue de la participation locale à la conception et à l'exécution de programmes de gestion de l'environnement et des ressources naturelles;</p>	<p>Préservation de l'environnement et amélioration de la gestion des ressources naturelles.</p> <p>Prise en charge par les populations de la gestion de leur terroir</p>	<p>Les progrès ne pourront être mesurés que sur un pas de temps assez long (5 à 10 ans)</p> <p>La mobilisation des populations est réelle, elle s'amplifie avec le lancement des activités génératrices de revenus.</p>	<p>Programmes de gestion de terroirs villageois définis et lancés</p> <p>Programme de formation des élus locaux et des agents du CERP et des OCB défini et exécuté.</p>	<p>*13 PLD et 1 PIC élaborés à Kédougou</p> <p>*Instruments de planification locale en cours d'élaboration : PUI Kael et Kenieba, PDRI Tamba , Diourbel, Saint-Louis. PLD Guinaw Rail, PLD dans les départements de Bambey.</p> <p>*Formation réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 21 agents municipaux, 36 conseillers municipaux, 140 conseillers ruraux, 17 agents CERP. - 19 Ateliers de planification participative organisés (Diourbel, Saint-Louis, Tambacounda) - Formation de 1000 personnes pour la gestion des feux de brousse - Formation de 100 pépiniéristes communautaires - Formation de 455 élus locaux sur la gestion et la préservation de l'environnement 	<p>La concertation au niveau local (Conseil rural) est faite avec la participation des services décentralisés du Ministère Environnement, Ministère Intérieur , Collectivités locales, OCB, ONGs, PNUD, FENU, Réseau Afrique 2000, LIFE, GEF, SGP, Pays-Bas, Canada, USAID, Autres Bailleurs</p>	<p>L'action des Bailleurs de fonds est coordonnée à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Groupe thématique Environnement -Groupe thématique sur la Décentralisation -Groupe sur la Sécurité alimentaire

OBJECTIF N° 4 : Parvenir à l'égalité des genres et promouvoir la condition des femmes, en particulier par leur habilitation						
Sous-objectif 1 : Egalité des genres dans les processus décisionnels à tous les niveaux						
Domaines stratégiques d'intervention	Effets recherchés		Produits recherchés		Partenariat	
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	Prévu	Actualisé
* Appui de politiques et de cadres juridiques favorables à l'égalité des genres	Levée de toutes formes de discriminations à l'égard des femmes : discrimination dans les textes législatifs et réglementaires et dans les faits	Effets seront mesurés en 2000.	Textes de lois émanant de l'étude sur l'harmonisation de la législation nationale par rapport à la CEDAW adoptés, diffusés et appliqués	Négociation pour la mise en place d'un cadre de collaboration avec UNIFEM désignée comme Agence de réalisation	Le Gouvernement a mis en place un Comité Consultatif National chargé de proposer, de conseiller et d'assister sur les questions ayant trait à la promotion du statut de la femme.	Idem
	Meilleure prise en charge des disparités de genre dans la définition et la mise en œuvre de politiques et programmes de développement		Formateurs formés en Genre et Développement : 14 agents du MFASSN et de 11 points focaux « femmes » désignés dans les ministères techniques ci-après : Santé, Education nationale, Education de base, Justice, Environnement, Agriculture, Elevage, Commerce, MEFP, Communication, Pêche maritime. 40 Parlementaires formés sur l'approche Genre	*20 Agents du MFASSN formés *09 points focaux « femme » formés en genre et développement pour faire la démultiplication Activité prévue en 2000.	Le Réseau informel des bailleurs de fonds Femme et Développement intervient dans le domaine de la promotion de la femme : Présidence du Secrétariat : assurée par l'UNIFEM. Le Réseau des femmes parlementaires et la Commission juridique de l'Assemblée Nationale agissent comme groupes de pression pour le vote des lois proposées	Idem

OBJECTIF N° 4 : Parvenir à l'égalité des genres et promouvoir la condition des femmes, en particulier par leur habilitation**Sous-objectif 1 : Egalité des genres dans les processus décisionnels à tous les niveaux**

Domaines stratégiques d'intervention	Effets recherchés		Produits recherchés		Partenariat	
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	Prévu	Actualisé
SO.1 (suite) Appui à la mise en œuvre de plans d'action nationaux pour la promotion de la femme	Accroissement de la capacité d'intervention des structures institutionnelles en charge de la promotion du statut de la femme	L'intérêt des agents et leaders déjà formés devra se traduire par un accroissement de la capacité des femmes	Agents du MFASSN et leaders des organisations formés dans 9 domaines : (Genre et développement, techniques de négociation et de lobbying ; méthodes participatives ; techniques d'information, d'éducation et de communication (IEC) ; développement organisationnel ; gestion des projets ; droits de la femme)	4 domaines de formation sont achevés (genre, négociation et lobbying, méthodes participatives et techniques d'IEC) 20 agents du MFASSN formés en genre 19 cadres du MFASSN formés en négociation et lobbying 7 points focaux formés en techniques de négociation et de lobbying 23 agents d'encadrement formés en méthodes participatives 20 agents formés en techniques d'IEC	Concertation PNUD/UNICEF/OMS pour appuyer les actions de sensibilisation allant dans le sens de la sensibilisation sur la scolarisation des filles et la santé reproductive.	Idem
* Renforcer la capacité des organisations défendant les intérêts des femmes et promouvoir le plaidoyer pour la femme	Accroissement de la capacité autonome d'intervention des organisations et réseaux défendant les intérêts des femmes		Capacité de 10 organisations et réseaux renforcée en : <ul style="list-style-type: none"> - Techniques de négociation et de lobbying - sur les droits de la femme - sur l'équité de Genres et Egalité des sexes 	Activités prévues en 2000.	Comité consultatif de la femme Réseau des femmes parlementaires	Idem

OBJECTIF N° 4 (suite)						
Sous-objectif 2 : Egalité dans l'accès et le contrôle des ressources pour les femmes						
Domaines stratégiques d'intervention	Effets recherchés		Produits recherchés		Partenariat	
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	Prévu	Actualisé
Renforcement des capacités entrepreneuriales et techniques des femmes	Enprenariat féminin plus développé	Pas de progrès (activités en 2000)	Groupements et associations de femmes et de jeunes filles mieux structurés et mieux organisés. Un programme d'appui à la formation des femmes et à la mise en place de caisses de crédit élaboré et exécuté	Activités 2000-2001 En cours, la mise en place de : -5 caisses de crédit gérées par les femmes dans les zones ci-après : -Saint-Louis Commune ; Tamba Commune ; Guinaw Rail (Dakar) ; Diourbel Commune ; Bambey Commune	Réseau informel des Bailleurs de fonds « Femmes et Développement » Coordination par le MFASSN des programmes PNUD/BAD/BM African Development Fondation Trade Point/Sénégal	Idem

Sous-objectif 3 : Pleine jouissance et exercice des droits humains incluant la sécurité et la liberté						
Domaines stratégiques d'intervention	Effets recherchés		Produits recherchés		Partenariat	
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	Prévu	Actualisé
Appui à la ratification , à la mise en œuvre et au suivi de la CEDAW	Meilleure prise de conscience des femmes pour le respect de leurs droits et la défense de leurs intérêts. Capacités de mobilisation des groupes de pression	Pas de progrès (activités en 2000)	Diffusion des dispositions de la CEDAW et plaidoyer pour leur mise en oeuvre	Définition d'un cadre de collaboration avec l'UNIFEM désignée comme agence de réalisation . Activités en 2000.	Réseau informel des bailleurs de fonds Observatoire sur les droits de la femme Assemblée Nationale et Sénat Association des femmes juristes	Idem

OBJECTIF N° 5 : Appui effectif du PNUD à l'agenda global de l'ONU pour le développement					
Sous-objectif 1 : Suivi effectif des conférences mondiales dans le contexte du DHD					
Domaines stratégiques d'intervention	Effets recherchés		Produits recherchés		Partenariat
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	
Leadership du PNUD dans le suivi des conférences et sommets mondiaux	Approbation et application de stratégies nationales sur le suivi intégré des grandes conférences et sommets des Nations Unies dans les domaines prioritaires	Efforts conjoints des organismes du système de l'ONU effectuant un suivi des conférences.	<p>a) Processus</p> <p>Renforcement des capacités de suivi intégré et coordonné</p> <p>Forum de développement de haut niveau (par exemple présidentiel) réunissant une large gamme de partenaires nationaux.</p> <p>b) Extrants</p> <p>Contribution du PNUD au CCA et à l'UNDAF :</p>	<p>Rapport annuel sur le suivi des grandes conférences en cours</p> <p>Forum sur la compétitivité future des économies africaines organisé en Mars 99</p> <p>CCA et UNDAF élaborés</p> <p>Etude sur la situation socio-économique des femmes réalisée</p>	<p>Agences des Nations Unies</p> <p>MFASSN, MEFP, Agences Nations Unies</p>
Participation/leadership du PNUD dans la gestion et la coordination	Action plus cohérente et plus intégrée pour relever les défis du développement, en tenant compte de l'évolution de la conjoncture de la coopération pour le développement		<p>.Mise en commun des recherches, analyses, évaluations, bases de données</p> <p>.Un cadre de programmation communautaire</p>		<p>Agences Nations Unies/ Gouvernement</p>

OBJECTIF N° 5 (suite)					
Sous-objectif 2 : Cohérence des activités opérationnelles de l'ONU pour le développement.					
Domaines stratégiques d'intervention	Effets recherchés		Produits		Partenariat
	Effets prévus	Progrès réalisés	Produits prévus	Etat d'achèvement	
Rôle du PNUD dans la promotion et la coordination de l'aide	Position coordonnée de l'ONU lors des réunions de donateurs.	Progrès notables dans le partenariat avec les autres institutions financières internationales concernant les rôles respectifs lors des réunions de donateurs.	Disponibilité de données actuelles complètes et fiables sur les tendances de l'aide et la coordination dans les pays hôtes de programmes	Réunion bimestrielle du groupe informel de donateurs présidée par CR et RR de la BM Rapport annuel 1997 sur la coopération pour le développement publié	Banque Mondiale/ Agences Nations Unies/ Donateurs
Leadership du PNUD dans la coordination et l'élaboration comme bailleurs et coordinateur du système et chef du PNUD		Progrès notables dans le partenariat avec les autres partenaires de l'ONU concernant les rôles respectifs lors des réunions de donateurs.	Participation et leadership dans le cadre de groupes thématiques de coordination de l'aide Disponibilités de données actuelles, complètes et fiables sur les tendances de l'aide et la coordination dans les pays hôtes de programme Participation et leadership dans le cadre de groupe thématiques de coordination de l'aide Disponibilités de données actuelles, complètes et fiables sur les tendances de l'aide et la coordination dans les pays hôtes de programme Participation et leadership dans le cadre de groupe thématiques de coordination de l'aide Etudes, déclarations et autres documents de position commune tels que tables rondes et réunions de GC. Examen conjoint des performances des programmes	Réunion du groupe informel de donateurs présidée par CR et RR de la BM Rapport annuel sur la coopération pour le développement. Rapport annuel du coordonnateur en cours d'élaboration Réunions du groupe informel de donateurs présidée par CR et RR de la BM Rapport annuel sur la coopération pour le développement Réunions trimestrielles du groupe thématique de coordination de l'aide à la bonne gouvernance	

OBJECTIF 6 : Parvenir à l'excellence dans la gestion des opérations du PNUD				
Sous-objectif 1 : Appliquer une stratégie organisationnelle axe sur les résultats et les ressources				
Domaines stratégiques d'intervention	Effets prévus	Indicateurs	Produits	Année de référence 1998
1) Pratique d'une planification stratégique à court et à long terme au PNUD	Programme de pays, régionaux et mondiaux bien définis et axés sur les résultats	Achèvement de l'exercice des SRF	Cadre de résultats stratégiques pour le Sénégal élaboré en 1999	
2) Fourniture de rapports sur les performances des programmes	Progrès évalués par rapport aux SRF	Réalisations significatives identifiées dans le ROAR	Rapport annuel reflétant les réalisations significatives en décembre 1999	
3) Obtention d'une augmentation des ressources mobilisées	<p>* Augmentation des contributions volontaires</p> <p>* Augmentation des ressources autres que les ressources de base conformément au CCP</p> <p>* Obligations relatives aux coûts administratifs du gouvernement local (GLOC) pleinement honorées</p>	<p>a) montant cible b) pourcentage d'augmentation</p> <p>a) montant cible b) pourcentage d'augmentation c) ration des autres ressources par rapport aux ressources de base</p> <p>a) montant cible b) montant versé</p>	<p>Gouvernement augmentant régulièrement sa contribution volontaire. Stratégie de mobilisation des ressources mise à jour et donateurs ciblés</p> <p>100% par an</p>	

OBJECTIF N° 6 (suite)				
Sous-objectif 2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines				
Domaines stratégiques d'intervention	Effets prévus	Indicateurs	Produits	Année de référence 1998
Promouvoir le développement des capacités et la productivité du personnel	Personnel productif et motivé	Application effective des politiques en matière de ressources humaines	Conditions de travail améliorées	
		Equipes multi-fonctionnelles en place	Possibilités de promotion basées sur la performance facilitées	
		Communication efficace	Responsabilisation accrue Réactualisation de la répartition des tâches en fonction de la spécialisation du personnel	
Adéquation des ressources humaines avec les profils requis et les politiques	Personnel capable d'influer sur le processus décisionnel	Participation mesurée d'après les réunions de gestion ordinaires du personnel	* Avis du personnel pris en considération * Réunion semestrielle personnel/management * Renforcement du fonctionnement des unités de gestion	
		Rétro-information du personnel institutionnalisé	* Avis du personnel pris en considération * Réunion semestrielle personnel/management * Renforcement du fonctionnement des unités de gestion	
		Délégation des responsabilités	* Avis du personnel pris en considération * Réunion semestrielle personnel/management * Renforcement du fonctionnement des unités de gestion	
Promouvoir la politique du genre	Adéquation des compétences effectives et des compétences nécessaires	Nombre de membres du personnel affectés en fonction de compétences définies	Programme de formation annuel élaboré et mis en œuvre	
	Représentation améliorée des femmes au PNUD y inclus aux postes de direction	Pourcentage et nombre de membres du personnel femme à tous les niveaux d'administration	NA	

OBJECTIF N° 6 (suite)				
Sous-objectif 3 : Assurer une gestion des ressources financières efficace par rapport aux coûts				
Domaines stratégiques d'intervention	Effets prévus	Indicateurs	Produits	Année de référence 1998
Renforcement des services de gestion financière (services opérationnels et d'appui)	1) Gestion opportune des ressources	Respect des dates limites pour les révisions obligatoires	Tableau de bord trimestriel sur les approbations établi	
	2) Gestion fiable des ressources financières	Respect des enveloppes budgétaires Mise en œuvre du système FIM	Mise à jour régulière des données sur la situation financière et envoi mensuel par DTF au Siège	
	3) Emploi efficace des ressources du PNUD	Budget moyen des programmes/ projets de base (en milliers de \$) Budget moyen des autres programmes (en milliers de \$)	Profil financier régulièrement mis à jour	
	4) Processus opérationnels rationalisés	Ressources allouées aux programmes (pourcentage) Ressources allouées aux projet de restructuration / simplification	Tableau financier indiquant l'utilisation des ressources par type de programme établi	
Facilitation des pratiques de recouvrement des coûts	Recouvrement des coûts efficace en place	Niveau accru de recouvrement des coûts	Accord du Gouvernement sur le recouvrement des coûts	

OBJECTIF N° 6 (suite)				
Sous-objectif 4 : Renforcer la gestion des connaissances et la responsabilité				
Domaines stratégiques d'intervention	Effets prévus	Indicateurs	Produits	Année de référence 1998
Renforcer le PNUD en tant qu'organisation de gestion des connaissances	Bonnes pratiques et approches novatrices encouragés et leçons apprises grâce au processus et suivi et évaluation.	Couverture des sites Internet et Intranet Rapports d'évaluation élaborés et exploités	Production d'un site Internet et Intranet du bureau	
	Conformité dans l'évaluation et plan glissant d'évaluations triennales préparé	Production d'un site Internet et Intranet du bureau Rapports d'évaluation élaborés et exploités		
Accroître la supervision et la responsabilité	Gestion des connaissances institutionnalisées	Utilisation des services fournis	Organisation réunions/débats avec partenaires extérieurs universitaire, OSC sur divers thèmes	
	Contrats remplis	Contrats exécutés	Contrat RR formulé reflétant les principaux résultats attendus du Plan de Travail du Bureau	
	Notation améliorée lors des audits	Notation du bureau sur audit	Maintien de la bonne gestion du bureau Audits NEX réalisés selon les délais.	

OBJECTIF N° 6 (suite)				
Sous-objectif 5 : Devenir une organisation orientée vers le client				
Domaines stratégiques d'intervention	Effets prévus	Indicateurs	Produits	Année de référence 1998
Fournir un appui stratégique aux partenaires nationaux et aux partenaires au développement	Partenariat et confiance du pays hôte et des partenaires du développement	Intensité et qualité du dialogue avec les partenaires	Mécanisme de consultation/ coordination renforcé Utilisation par les partenaires extérieurs des équipes techniques du PNUD sur le terrain (Programme Afrique 2000, FDL Kédougou) pour l'appui à la formulation, à l'encadrement technique et au suivi de leur programme	
		Exemples spécifiques de soutien	Mécanisme de consultation/ coordination renforcé Utilisation par les partenaires extérieurs des équipes techniques du PNUD sur le terrain (Programme Afrique 2000, FDL Kédougou) pour l'appui à la formulation, à l'encadrement technique et au suivi de leur programme	
Assurer la satisfaction des clients	Vitesse accrue des interventions	Application du principe de la réponse dans les cinq jours	Application effective dans relations avec le siège du PNUD , des agences et partenaires sur le terrain	
	Client visiblement satisfait de la vitesse et de la pertinence de l'intervention	Satisfaction des clients reflétée dans les sondages	Enquête/sondage d'opinion auprès du client	
Favoriser l'appui et une plus large compréhension concernant le travail du PNUD	Sensibilité accrue aux clients	Accroissement du pourcentage du temps du personnel consacré aux processus externes	Documentation sur le mandat et les procédures du PNUD vulgarisées	
	Couverture médiatique accrue	Nombre de cas d'exposition dans les médias (imprimés et électroniques)	Bulletin d'information commun au système des N.U. Production de matériel d'information sur la mise en œuvre des programmes/projets Production d'une brochure sur le PNUD au Sénégal Mobilisation/sensibilisation des médias sur les activités du PNUD Visite sur terrain avec média.	